

Journée du 23 octobre 25

« Le Travail au centre de la cohérence de notre politique revendicative et du renouveau »

La **valeur-travail** est un concept d'économie selon lequel le travail, créateur de richesse, est ce qui donne sa valeur au bien. Cette approche théorique est utilisée notamment par Adam Smith, David Ricardo puis Karl Marx. Pour les économistes classiques et marxistes, la valeur d'un bien peut être objectivement déterminée par la quantité de travail nécessaire à la production. Cette théorie de la valeur est contestée par les tenants de l'école néo-classique, qui lui préfèrent une conception subjective de la valeur, où l'utilité en serait la source.

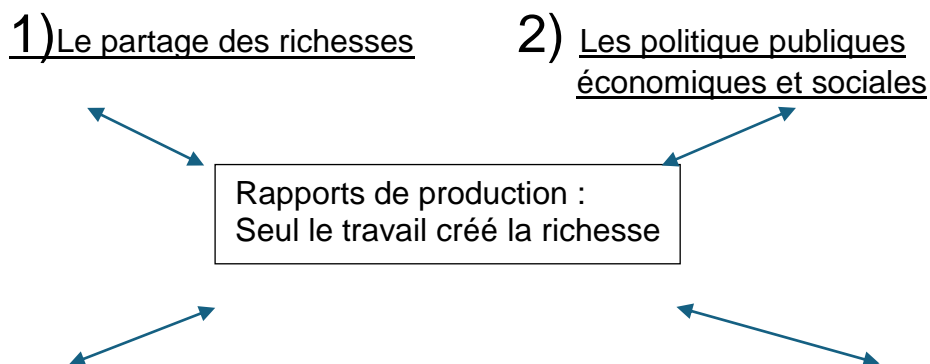
Pour nous qui vivons dans la lutte de classes, c'est le travail (même s'il faut du capital) qui crée la richesse issue de l'exploitation.

Autour d'un schéma où le travail et les rapports de production (seul le travail crée la richesse) sont dans un rectangle central avec des renvois sous forme des 4 flèches évoquant principes et axes de changement.

Avec une précaution.

La science économique n'est pas une science exacte, mais une science de tendances lourdes ai-je envie de dire. Tous les mécanismes économiques sont au fond des paris, pas des modèles car les interactions entre les différents facteurs, s'ils donnent des tendances ne sont pas mécanistes car toujours rationnels et quelquefois contradictoires aux tendances souhaitées. D'autant qu'aujourd'hui les États ne pèsent pas autant face aux multimilliardaires qui impriment leurs volontés cyniques (cf Trump, Bolloré etc...)

Mon propos n'est pas un propos de recettes. Je veux simplement montrer ce que veut dire la CGT quand elle avance l'idée que le travail est vraiment au centre de notre politique revendicative dans toutes ses dimensions.



3) Les politiques économiques vis-à-vis de la production

4) La santé

1) Le partage des richesses :

- profits, salaires et conditions de travail, part de salaire dans répartition en baisse constante depuis 50 ans.
- batailles sur le coût du capital, investissement de productivité : pour économiser du capital ou améliorer la vie au travail et aller vers la réduction du temps de travail ? Investissement dans capacités de productions pour satisfaire les besoins du monde et l'emploi ou réduire les coûts ?
- la démocratie dans l'entreprise, quelle place aux travailleurs sur les choix globaux, sur l'emploi ?
- les prélèvements obligatoires : conception qui limite les effets du marché, finance les Services Publics, rôle de l'État pour une politique REDISTRIBUTIVE fiscale (TVA injuste, peu de progressivité de l'IR, impôts entreprises et particuliers (équilibre ?) impôts capital etc...et sociale (cotisations) pour le renouvellement de la Force de travail, la régulation des marchés), place de la Loi, des contrats...

2) Les politiques publiques économiques et sociales (cf prélèvements obligatoires):

- les SP (logement et transports dont la contribution employeur), éducation et culture, le droit à la santé, à l'émancipation, au respect etc..)
- Les compétences des collectivités territoriales et leurs moyens d'action peu autonome (financier et réglementaires dans cohérence nationale)
- Les politiques du crédit : pôle financier public, le rôle de la CEE : exemples sur armement et pourquoi pas sur SP sur Ecologie ?

3) Les politiques économiques vis-à-vis de la production :

les aides aux entreprises (au regard des besoins des populations) pour valoriser les ressources naturelles, locales (ex : gemme-forêts, chanvre, maïs, etc..), intellectuelles, favoriser indépendance

nationale, une meilleure territorialité, l'import-export nécessaire pour aider les pays tiers (pas le Kenya à produire des HV en quantité ?), quelles conditionnalités, quel contrôle des OS.(cf action CESER au fil du temps)

4)La santé :

- prévention et rôle de l'État, les cotisations sécu, la gestion.

Conclusion :

Le lien des batailles entre elles.

L'actualité des principes de la Sécu : universalité, unicité des régimes, solidarité pour juste annoncer le lendemain.